

Les Kurdes d'Irak entre le marteau et l'enclume

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

L'histoire kurde est une longue suite de tragédies : les puissances régionales et les grandes puissances ont fait passer leur raison d'État en avant de la morale au détriment de la nation kurde dispersée aujourd'hui entre la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak. Depuis l'invasion anglo-américaine de l'Irak, les Kurdes du nord de l'Irak jouissent d'une autonomie relative et d'une économie en plein essor. Toutefois, ils ne sont pas à l'abri de difficultés majeures.

Au XVI^e siècle, le Kurdistan fut l'enjeu des puissances rivales : l'Empire ottoman et l'Empire perse. Sous Soliman dit le magnifique, l'Irak, le Kurdistan et l'Arménie passèrent sous tutelle ottomane. Les Kurdes exprimèrent leur désir d'autonomie ou d'indépendance, mais leur révolte de 1880 fut durement réprimée par les Ottomans. Lors du traité de Sèvres en 1920, l'Empire ottoman fut départi de ses dépendances et il fut prévu d'établir un Kurdistan autonome. Or, deux éléments nouveaux changèrent la donne : d'une part, les Ottomans remportèrent des victoires contre les Alliés et de l'autre les Britanniques découvrirent du pétrole dans la région de Mossoul. Lors du traité de Lausanne de 1923, la Turquie conserva une partie de l'Arménie et du Kurdistan; l'Angleterre conserva la partie sud du Kurdistan - dont Mossoul - qu'elle annexa à l'Irak en promettant l'autonomie aux Kurdes. Mais cette promesse fut vite oubliée lorsqu'en 1932, l'Irak devint indépendant. La couronne du nouveau royaume d'Irak fut offerte à la famille chérifienne désistée par le clan d'Ibn Saoud.

La famille royale irakienne fut renversée en 1958 et le nouveau président Kassem promit l'autonomie au leader kurde. Mais il n'en fut rien. Les Kurdes se révoltèrent en 1961 et Kassem ordonna le bombardement de villages kurdes. Après la prise du pouvoir par le parti Bassiste du président Aref, les Kurdes remportèrent des victoires militaires et ils furent soutenus par le Shah d'Iran. Lorsque Saddam Hussein prit le pouvoir en 1968, il ordonna l'arabisation du Kurdistan, mais les combats continuèrent. En vertu de l'accord d'Alger de 1975, le Shah d'Iran

abandonna les Kurdes à leur sort après qu'il eut obtenu quelques concessions territoriales.

Saddam Hussein avait maintenant les mains libres. Durant les années 1978-79, 600 villages kurdes furent brûlés et 200 000 Kurdes furent déportés. Durant l'opération Anfal dans les années 1987-89 les Kurdes subirent un génocide : bombardements aériens, opérations terrestres, destructions systématiques, déportations massives, exécutions et attaques d'armes chimiques. 2000 villages furent détruits et près de 180 000 Kurdes furent tués. De plus, on décida d'arabiser la région pétrolière de Kirkuk en y installant des populations arabes.

Une nouvelle révolte kurde survint après la première guerre du Golfe en 1991. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamna alors la répression des populations civiles irakiennes et lança un appel à l'aide humanitaire. Les Kurdes bénéficièrent d'un certain répit lorsque le nord du 36^e parallèle fut déclaré zone d'exclusion aérienne. Ils accueillirent dans la joie la seconde invasion anglo-américaine de 2003 et formèrent deux ans plus tard le Gouvernement régional du Kurdistan. Ce gouvernement élu démocratiquement a des représentants diplomatiques dans plusieurs pays et planifie un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. L'aéroport international à Sulaymaniyeh relie le Kurdistan irakien au reste du monde. Les Kurdes d'Irak connaissent enfin un essor économique : leur revenu moyen dépasse de 25% celui du reste de l'Irak. 65% des 4500 villages kurdes détruits ont été reconstruits.

Or la formule d'État irakien fédéré prônée par les USA n'a pas fonctionné, notamment durant la période où Maliki, premier ministre irakien d'allégeance chiite, fut premier ministre d'Irak. Aussi, le Gouvernement régional du Kurdistan exporte son pétrole directement sans passer par Bagdad et la Turquie est un de ses principaux clients. Barzani, président du Gouvernement régional du Kurdistan, a décidé d'offrir son appui aux Kurdes de Syrie en guerre contre l'État islamique. Les Kurdes syriens ont ainsi réussi à conquérir une zone frontalière de plus de 1200 km au sud de la Turquie.

Actuellement, le Gouvernement régional du Kurdistan n'a de frontières qu'avec la Turquie au nord, l'Iran à l'Est et l'État islamique au sud. Il est harcelé par l'État islamique en Irak même et ignoré par le gouvernement

central irakien qui appuie officiellement le dictateur syrien. Toutefois, il reçoit une certaine aide militaire de l'Iran afin de mieux contrer l'État islamique. Les bombardements turcs des positions kurdes en Syrie et en Irak sous prétexte qu'elles seraient contrôlées par des militants gauchistes du PKK ont mis fin à la trêve entre le gouvernement turc et les militants du PKK de Turquie. Cette trêve qui avait mis fin à une guerre qui fit 40 000 morts avait pourtant été signée et respectée depuis 2013. Bien que le président Barzani s'exprime contre le terrorisme du PKK, il dépend beaucoup de la Turquie pour pouvoir écouler son pétrole et sa liberté de manœuvre est très limitée. Il ne peut appuyer ouvertement les Kurdes de Syrie ni même risquer d'aliéner la Turquie dont il dépend.